

[Text]

prior to the 1965 legislation, when adjustments of the flat rate were at the discretion of Parliament. This freedom of Parliament to make adjustments remains.

What of the claims of some members to the effect that 510,000 pensioners are not eligible for GI's benefits, but are still in serious need. I believe the numbers are much smaller than those indicated. As far as I am concerned, the needs of one million people who benefit from guaranteed income supplement must get prior consideration without discounting the needs of many others in our society. We cannot, we must not, allow dissatisfaction resulting from the administrative neatness of universality to deprive those with no other income of every advantage we can give them. We must have some perspective.

Pensions, as important as they are, are not the only area of income support to which the federal government is financially committed. We have responsibilities to all those on social assistance through the Canada Assistance Plan. We have an additional responsibility to supplement low income families through the re-orientation of the monies in the former family allowance program for the use of the guaranteed income technique which is now built into the new FISP program.

We have to an important degree recognized our obligations to the senior citizen though, who have contributed so much in so many ways in the past. The disparity of relative incomes to date has been justified, because these older people have no other resources or opportunities to fall back on. However, the federal government does have responsibilities to other low income people in Canada as well.

Let us take another example. Under this proposed legislation, as we are all aware, a married couple in receipt of full guaranteed income supplement will realize \$3,060 a year. This is a family unit of two. Consider another family unit of two. A deserted mother with a small child on welfare. In many parts of Canada under provincial assistance she will realize less than \$3,060 a year; despite her obviously growing need, and despite the fact that she cannot participate in the labour force.

Many full-time wage earners in the labour force, if they are only working at minimum wage levels of \$1.25 an hour, may earn only about \$2,000 a year. Thus we have advocated the improvement of provincial social assistance benefits and stand behind a recommendation with a firm offer to pay half the cost. Where is the money for these priorities to come from if we concentrate all our efforts on universal demigrants which give monies to persons whose need is not as great.

In the midst of all this detail let us not lose sight of the major philosophical point we are attempting to make. It is not possible to launch a full guaranteed income scheme at this time. The full impact cannot be understood until we have had more thought, more study, and more important—more money. Now, I challenge honourable members who disagree to show us where to find the \$2 billion to \$2.6 billion needed to implement such a program. However, we have not rejected the guaranteed income approach in its entirety. This Bill embodies the important elements of it.

[Interpretation]

politique existait avant la Loi de 1965 quand l'ajustement à un taux uniforme était la prérogative du Parlement. Cette liberté d'action, le Parlement la possède toujours.

Examinons maintenant, à la manière d'un mathématicien, le cas des 510,000 pensionnés qui, de l'avis de certains membres de cette Chambre, ne sont pas admissibles au Supplément du revenu garanti mais demeurent dans le besoin. Pour ma part, je crois que les besoins du million de bénéficiaires du Supplément du revenu garanti ont préséance sans, pour autant, nier les besoins d'une foule d'autres citoyens. Nous ne pouvons pas et nous ne devons pas permettre à l'universalité, quel que soit l'avantage de son efficacité administrative, de priver les gens sans autre revenu de toute l'aide que nous sommes en mesure de leur fournir. Il importe donc d'avoir une vue d'ensemble sur cette question.

Malgré leur importance marquée, les pensions ne constituent qu'un des domaines où le gouvernement fédéral apporte sa contribution financière. Nous devons répondre de toutes les personnes qui reçoivent une aide sociale en vertu du Régime d'assistance publique du Canada. En outre, nous devons verser un supplément aux familles à faible revenu, par le biais d'une nouvelle distribution du fonds des allocations familiales en faveur de la technique du revenu garanti, incorporé au Régime de sécurité du revenu familial.

Nous nous devons reconnaître notre dette envers nos aînés qui ont tant fait dans le passé. La modicité de leur revenu actuel s'explique par le fait qu'ils n'ont aucune autre source de revenu ou d'assurance sur quoi s'appuyer. Le gouvernement fédéral est également responsable du bien-être des autres citoyens à faible revenu.

Prenons un autre exemple. Comme nous le savons, aux termes de la loi proposée, un couple marié bénéficiant du maximum de la Sécurité de la vieillesse recevra plus de \$3,060 par année. Il s'agit d'une famille de deux personnes. Or, que penser d'une autre cellule familiale de deux personnes, composée de la mère abandonnée et de son enfant en bas âge et qui reçoit aussi une assistance sociale. Dans plusieurs régions du Canada, cette mère de famille recevrait, en vertu de l'aide provinciale, une pension de loin inférieure à \$3,060 par année, en dépit de ses besoins évidents et croissants et malgré le fait qu'elle ne peut entrer dans le monde du travail.

Nombre de travailleurs à gages, recevant le traitement minimum de \$1.25 l'heure, ne touchent qu'environ \$2,600 par an. Nous préconisons donc l'amélioration des prestations d'assistance sociale et nous maintenons notre proposition en nous engageant à partager la moitié des coûts encourus par les provinces. Où donc pourrions-nous puiser les fonds requis pour ces priorités si nous devons concentrer tous nos efforts sur un programme de démosubventions en faveur de personnes dont les besoins sont moins prononcés.

Malgré tous ces détails, ne perdons pas de vue l'aspect philosophique de notre argument. Il serait impossible d'inaugurer, en ce moment, un programme complet de revenu garanti. Nous ne pourrions en comprendre toute la portée sans y consacrer plus de réflexion et, surtout, sans pouvoir disposer de plus de fonds. Et je conteste l'opinion critique de certains députés qui ne sauraient trouver autrement la somme de 2 à 2.6 milliards, requis pour l'application d'un tel programme. Quoi qu'il en soit, nous